

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS

Premiers résultats de la quatrième phase (*)

Le C.R.E.D.O.C. a effectué au dernier trimestre 1981 la quatrième phase du système d'enquêtes sur les « Conditions de vie et les aspirations des Français ».

Réalisée chaque année depuis 1978, à la demande de plusieurs organismes ou administrations ⁽¹⁾, cette enquête à thèmes multiples ⁽²⁾ a pour ambition, rappelons-le, de décrire et d'analyser en évolution et en structure les conditions de vie et les aspirations des Français.

On présente seulement ici quelques résultats ⁽³⁾ qui, portant sur des aspects attendus par les organismes financeurs, juxtaposent des informations relatives à des thèmes majeurs, dont on peut suivre l'évolution sur quatre années, et des renseignements ponctuels correspondant à des préoccupations conjoncturelles de l'un ou l'autre des participants à l'enquête ⁽⁴⁾. Ces résultats ont été regroupés autour de quatre thèmes principaux.

(*) L'enquête est réalisée par une équipe composée de E. BRIAN, C. DUFLOS, G. DROUAULT, B. EZVAN, A. GEORGE, F. GROS, Y. HOUZEL et P. PLEUVRET, sous la direction de L. LEBART. Le programme de travail ainsi que les résultats relatifs aux phases précédentes ont déjà fait l'objet de publications, notamment dans cette revue sous les titres suivants : « Le système d'enquêtes sur les aspirations des Français : une brève présentation » par L. LEBART et Y. HOUZEL VAN-EFFENTERRE, *Consommation*, n° 1, 1980, p. 3-25; « Conditions de vie et aspirations des Français 1978-1981 », *Consommation*, n° 2, 1981, notes et chroniques; « L'analyse statistique des réponses libres dans les enquêtes socio-économiques » par L. LEBART, *Consommation*, n° 1, 1982, p. 39-62.

Cf. aussi « L'enquête du C.R.E.D.O.C. sur les conditions de vie et aspirations des Français » par A. BABEAU et L. LEBART, *Futuribles*, n° 43, 1981.

(1) Outre les organismes fondateurs : la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, le Commissariat Général du Plan, le Ministère de l'Environnement, le Centre d'Étude des Revenus et des Coûts, ont participé à l'enquête en 1981, le Ministère des Transports, l'Institut de Recherche sur les Transports, la Société Nationale des Chemins de Fer Français, l'Électricité de France, le Commissariat à l'Énergie Solaire, l'Agence pour les Économies d'Énergie, le Ministère de l'Urbanisme et du Logement, le Ministère du Temps Libre, le Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs.

(2) En 1981, le questionnaire comportait les thèmes suivants : Famille; Logement; Cadre de Vie; Environnement; Transports; Énergie; Emploi et qualité de la vie au travail; Santé; Situation économique; Environnement familial et social; Temps et loisirs; Participation sociale; Inégalités.

(3) Les publications complètes seront disponibles à partir du 1^{er} semestre 1983.

(4) On rappellera que chaque année, l'échantillon interrogé au 4^e trimestre est composé de 2000 individus représentatifs de la population nationale âgée de 18 ans et plus (en 1981, méthode des quotas uniquement). Les quatre vagues se sont déroulées en France Métropolitaine et ont été réalisées par le réseau d'enquêteurs de la S.E.D.E.S.

I. OPINIONS SUR L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ ET SUR QUELQUES PROBLÈMES D'ACTUALITÉ

Malgré les changements intervenus en 1981, on note une certaine stabilité des réponses aux questions concernant l'évolution sociale.

De façon générale, le besoin de *transformation de la société française* demeure largement ressenti par les enquêtés au cours des 4 années (environ trois quarts des individus). Toutefois, en 1981, la proportion des réponses « Ne sait pas » est un peu plus forte (11 % contre 8 % environ les années précédentes) (cf. tableau I). Mais, parmi les partisans de transformations sociales, bien plus nombreux sont ceux qui souhaitent des *réformes progressives* que ceux qui se prononcent en faveur de *changements radicaux*. Les premiers représentent, en 1981, 68 % de l'échantillon, pourcentage le plus fort enregistré depuis 1978 (cf. tableau II). L'attente de transformations radicales est plus souvent exprimée par les ouvriers et les employés; elle est également présente parmi les jeunes (moins de 30 ans) et les enquêtés se situant entre 40 et 49 ans (38 % d'entre eux contre 28 % en moyenne).

Le *fonctionnement de la Justice* reste toujours critiqué : moins du quart des personnes interrogées estime qu'elle fonctionne bien en France, proportion stable depuis 1978 (cf. tableau III).

TABLEAU I
Évolution de la société

Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ?

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Oui	76,4	(1 526)	74,6	(1 491)	75,5	(1 510)	74,1	(1 482)
Non	15,4	(308)	16,5	(329)	16,8	(336)	15,0	(299)
Ne sait pas	8,2	(164)	8,9	(179)	7,7	(153)	10,9	(218)
Ensemble	100,0	(1 998)	100,0	(1 999)	100,0	(1 999)	100,0	(1 999)

TABLEAU II
Évolution de la société

Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour... ?

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Des réformes progressives.	62,5	(1 003)	67,3	(1 038)	62,1	(970)	68,3	(1 013)
Des changements radicaux.	31,5	(507)	28,2	(435)	32,6	(510)	28,4	(420)
Ne sait pas.	6,0	(96)	4,5	(70)	5,3	(83)	3,3	(49)
Ensemble	100,0	(1 606)	100,0	(1 543)	100,0	(1 563)	100,0	(1 482)

TABLEAU III

Justice

Étant donné ce que vous connaissez de la justice, comment pensez-vous qu'elle fonctionne en France en 19... ?

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Très bien.	1,1	(22)	1,4	(27)	1,0	(21)	1,1	(23)
Assez bien.	20,4	(408)	24,9	(499)	22,3	(446)	22,3	(446)
Assez mal.	37,4	(747)	40,5	(809)	40,5	(811)	40,4	(807)
Très mal.	29,8	(595)	23,6	(473)	29,0	(580)	26,6	(532)
Ne sait pas.	8,4	(168)	7,6	(151)	5,7	(114)	7,0	(141)
Ne veut pas répondre.	2,9	(57)	2,0	(41)	1,5	(29)	2,6	(51)
Ensemble	100,0	(1 998)	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)	100,0	(2 000)

Plus ponctuellement, ajoutons que les souhaits des actifs salariés, quant aux modalités d'une réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures, se portent prioritairement sur des « journées libres pour prolonger des week-end ou faire des ponts » (plus du tiers des salariés de l'enquête). Cette solution est plutôt préconisée par les hommes et par les habitants des grosses agglomérations (42 % des salariés résidant dans des agglomérations de plus de 200 000 habitants). « Plus de temps libre tous les jours » conviendrait à moins de 20 % des salariés, mais ce sont le plus souvent des femmes. La modalité « Une demi-journée libre par semaine », elle, est citée par près de 30 % de cette population. Enfin, moins de 10 % seraient favorables à « des journées libres s'ajoutant aux congés annuels » (cf. tableau IV).

TABLEAU IV

Réduction du temps de travail

Dans le cas d'une réduction du temps de travail à 35 heures par semaine, que souhaiteriez-vous en priorité?

(population active)

	1981	
	%	Effectifs
Plus de temps libre tous les jours.	19,4	(149)
Une demi-journée libre par semaine.	29,7	(227)
Des journées libres pour prolonger des week-ends ou faire des ponts.	36,4	(278)
Des journées libres s'ajoutant aux congés annuels.	9,7	(74)
Ne sait pas.	4,8	(37)
Ensemble	100,0	(764)

Les attitudes à l'égard du chômage peuvent être saisies notamment au travers d'une question dont le suivi existe sur les 4 années d'enquête et qui met en relation l'inflation et le chômage. Si, au cours des quatre phases, l'augmentation du chômage demeure le

phénomène ressenti comme le plus grave dans un avenir proche, la crainte devant l'inflation est signalée beaucoup plus souvent en 1981 que les années précédentes (38,1 % contre 29,2 % en 1978, 36,3 % en 1979 et 32,5 % en 1980) (cf. tableau V).

TABLEAU V
Attitude à l'égard du chômage

Dans les prochains mois, le plus grave serait :

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Une augmentation des prix.	29,2	(560)	36,3	(726)	32,5	(649)	38,1	(762)
Une augmentation du chômage.	68,6	(1 315)	61,7	(1 230)	62,6	(1 250)	59,7	(1 194)
Les deux.	2,2	(43)	2,0	(39)	4,9	(97)	1,6	(31)
Ne sait pas.	-	-	-	-	-	-	0,6	(13)
Ensemble.	100,0	(1 918)	100,0	(1 995)	100,0	(1 996)	100,0	(1 999)

Par ailleurs, la *hiérarchie des inquiétudes* exprimées par les Français met en tête la maladie grave (pour soi ou pour les siens), mentionnée par près de 70 % de la population (dont 46 % se déclarent « très » inquiets) suivie par les accidents de la route, le chômage et la guerre, cités comme sources d'inquiétude par plus de la moitié des enquêtés. A l'inverse, les Français se révèlent moins préoccupés par les « accidents de travail » (45,8 % se déclarent « pas du tout » inquiets), les « accidents de centrale nucléaire » (36,4 %) ainsi que devant les risques « d'agression dans la rue » (64,4 % se déclarent « un peu ou pas du tout » inquiets) (cf. tableau VI).

Enfin, la possibilité de *pénuries graves d'énergie*, qui était souvent exprimée en 1979, apparaît moins vraisemblable cette année : le pourcentage des enquêtés les estimant « impossibles » ou « très peu probables » s'est fortement accru par rapport à 1980 (39 % contre 26 %). Actuellement, moins de 10 % de la population les considèrent comme « quasi certaines »; ils étaient 28 % en 1979. Cependant, en cas de pénurie de sources d'énergie importée, les Français pensent en majorité (58 %) qu'il faudrait rechercher en priorité des moyens d'utiliser de nouvelles formes d'énergie, avant de consacrer un maximum d'argent à réaliser des économies d'énergie ou à produire de l'énergie dans le cadre du programme électro-nucléaire (cf. tableaux VII et VIII). Toutefois, 58 % des enquêtés se montrent, en 1981, en accord avec une continuité de la politique nucléaire (cf. tableau IX).

Les partisans d'une telle politique se situent parmi les enquêtés âgés de plus de 40 ans, alors que les plus jeunes ou ceux qui ont un niveau d'études supérieures traduisent davantage leur désaccord.

* * *

TABLEAU VI
Risques d'inquiétude

On éprouve parfois de l'inquiétude pour soi-même ou pour des proches. Pouvez-vous me dire si les risques suivants vous inquiètent...?

1981

	Beaucoup		Assez		Un peu		Pas du tout		Ne sait pas		Ensemble	
	%	Effectifs	%	Effectifs								
Maladie.	45,6	(912)	23,8	(477)	17,8	(356)	12,5	(250)	0,3	(5)	100,0	(2 000)
Accident de travail.	16,5	(330)	16,8	(335)	20,5	(410)	45,8	(916)	0,4	(9)	100,0	(2 000)
Agression dans la rue.	18,8	(376)	16,5	(330)	27,7	(554)	36,7	(735)	0,3	(6)	100,0	(2 000)
Accident de la route.	29,7	(594)	26,6	(532)	28,7	(574)	14,6	(292)	0,4	(9)	100,0	(2 000)
Chômage	34,8	(697)	21,1	(421)	17,8	(356)	25,9	(518)	0,4	(8)	100,0	(2 000)
Guerre	36,6	(733)	18,4	(368)	26,1	(522)	18,6	(372)	0,3	(6)	100,0	(2 000)
Accident de centrale nucléaire. . .	18,5	(370)	15,3	(305)	29,2	(584)	36,4	(728)	0,6	(13)	100,0	(2 000)

TABLEAU VII
Problèmes d'énergie

Il existe actuellement certaines restrictions d'énergie concernant le chauffage. Dans les 2 ans à venir, des pénuries beaucoup plus graves d'énergie vous paraissent-elles... ?

	1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Impossibles	2,5	(50)	5,3	(106)	4,8	(97)
Très peu probables.	13,7	(273)	20,5	(409)	34,2	(684)
Assez probables.	54,8	(1 094)	56,0	(1 118)	50,1	(1 003)
Quasi certaines.	27,7	(554)	16,6	(331)	9,6	(192)
Ne sait pas.	1,3	(26)	1,6	(32)	1,2	(24)
Ensemble	100,0	(1 997)	100,0	(1 996)	100,0	(2 000)

TABLEAU VIII
Problèmes d'énergie

A votre avis, en cas de pénurie de sources d'énergie importée, vaudrait-il mieux consacrer un maximum d'argent... ?

1981

	Proposition citée en premier		Proposition citée en second		Proposition citée en troisième	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
A produire de l'énergie dans le cadre du programme électro-nucléaire. . .	23,8	(475)	19,9	(394)	55,2	(1 070)
A réaliser des économies d'énergie. . .	18,1	(360)	54,2	(1 071)	28,2	(545)
A rechercher des moyens d'utiliser de nouvelles formes d'énergie.	58,1	(1 158)	25,9	(510)	16,6	(322)
Ensemble	100,0	(1 993)	100,0	(1 975)	100,0	(1 937)

TABLEAU IX
Problèmes d'énergie

En fait, cette part [du nucléaire dans la production d'électricité en France] est actuellement voisine de 45%. Elle est appelée à croître dans l'avenir. Compte tenu de ces précisions à propos du développement de l'énergie nucléaire en France, êtes-vous d'accord avec cette politique énergétique ?

	1981	
	%	Effectifs
Tout à fait d'accord.	24,2	(483)
Plutôt d'accord.	33,9	(677)
Assez peu d'accord.	23,6	(472)
Pas du tout d'accord.	16,5	(330)
Ne sait pas.	1,8	(37)
Ensemble	100,0	(2 000)

II. FAMILLE ET POLITIQUE FAMILIALE

Un ensemble de questions permettent de caractériser les attitudes à l'égard de la famille.

Par exemple, l'idée que *La famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu* reste majoritairement répandue dans la population en 1981 comme les années précédentes, notamment parmi les enquêtés mariés, les veufs ou les veuves, chez les hommes ou les femmes de plus de 40 ans. Toutefois, la décroissance du pourcentage des individus en accord avec cette opinion, observée depuis 1978, s'accroît nettement cette année (moins de 3 points entre 1980 et 1981) (cf. tableau X).

TABLEAU X
Famille

Etes-vous d'accord avec l'idée suivante « la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » ?

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Oui	69,7	(1 377)	68,7	(1 363)	66,6	(1 316)	63,7	(1 275)
Non	30,3	(598)	31,3	(621)	33,4	(659)	36,0	(720)
Ne sait pas							0,3	(5)
Ensemble	100,0	(1 975)	100,0	(1 984)	100,0	(1 975)	100,0	(2 000)

De même, les attitudes à l'égard de *l'institution du mariage* semblent évoluer vers une plus grande libéralisation : les partisans de l'indissolubilité, qui représentaient près de 30 % des personnes interrogées les années précédentes, ne sont plus que 24 % en 1981. Ce sont essentiellement des enquêtés des deux sexes âgés de plus de 60 ans, des veufs ou des veuves. La dissolution du mariage dans des cas très graves — plutôt préconisée par les individus mariés, hommes et femmes se situant entre 40 et 59 ans — et la rupture du lien par simple accord des deux parties — opinion majoritairement émise par les moins de 25 ans, les célibataires ou ceux vivant maritalement — sont, à l'inverse, des idées plus largement exprimées, et dans les mêmes proportions (36 %) (cf. tableau XI).

TABLEAU XI
Famille

Parmi ces opinions, quelle est celle qui se rapproche le plus de la vôtre ?
Le mariage est :

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Une union indissoluble.	29,1	(580)	29,3	(583)	28,1	(562)	23,9	(479)
Une union qui peut être dissoute dans des cas très graves.	32,4	(644)	34,6	(691)	33,4	(669)	36,0	(719)
Une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties.	33,0	(657)	31,5	(627)	33,5	(670)	36,0	(719)
Ne sait pas.	5,5	(109)	4,6	(92)	5,0	(99)	4,1	(82)
Ensemble	100,0	(1 990)	100,0	(1 992)	100,0	(1 999)	100,0	(1 999)

En ce qui concerne les attitudes à l'égard des rôles conjugaux, aucune évolution n'apparaît marquante : le partage des tâches à l'intérieur du ménage entre l'homme et la femme reste la solution choisie par la majorité des Français (61,2 % en 1981) (cf. tableau XII). Là encore, c'est une opinion qui prédomine chez les célibataires, les enquêtés vivant maritalement, parmi les hommes ou les femmes de moins de 25 ans, mais aussi parmi les femmes de 26 à 39 ans.

TABLEAU XII

Partage des rôles

Pensez-vous que dans les travaux du ménage et les soins des enfants... ?

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Toutes les tâches incombent à la femme.	8,2	(164)	6,3	(125)	6,0	(117)	6,8	(136)
Certaines tâches incombent plutôt à la femme.	30,4	(603)	34,1	(680)	30,1	(585)	30,5	(611)
Toutes les tâches doivent indifféremment être accomplies par l'homme et la femme.	60,6	(1 206)	58,0	(1 159)	62,8	(1 222)	61,2	(1 224)
Ne sait pas.	0,8	(16)	1,6	(32)	1,1	(21)	1,5	(29)
Ensemble	100,0	(1 989)	100,0	(1 996)	100,0	(1 945)	100,0	(2 000)

Ajoutons qu'un tiers de la population se déclare en accord avec le fait qu'« un garçon et une fille puissent vivre ensemble avant d'avoir des ressources régulières »; il s'agit plus particulièrement de jeunes de moins de 35 ans. 41 % des Français s'y montrent tout à fait opposés, notamment les plus âgés (59 % des individus de 65 ans et plus). Enfin, 26 % se révèlent indifférents à une telle situation (cf. tableaux XIII et XIV).

TABLEAU XIII

Famille

De plus en plus souvent, un garçon et une fille choisissent de vivre ensemble avant d'avoir des ressources régulières. Etes-vous en accord avec cette attitude ?

	1981	
	%	Effectifs
Tout à fait d'accord.	33,0	(661)
Indifférent	26,2	(525)
Pas du tout d'accord.	40,8	(815)
Ensemble	100,0	(2 000)

Parmi les questions portant sur la *politique familiale*, il ressort que l'aide accordée aux familles ayant des enfants est considérée globalement comme insuffisante par plus de 60 % des personnes interrogées (cf. tableau XV). C'est une opinion que l'on trouve partagée par les enquêtés de moins de 40 ans qui ont — ou ont eu — des enfants, mais

TABLEAU XIV

Famille

De plus en plus souvent, un garçon et une fille choisissent de vivre ensemble avant d'avoir des ressources régulières. Etes-vous en accord avec cette attitude? (Selon l'âge de l'enquêté)

1981

	Moins de 25 ans		25-34 ans		35-49 ans		50-64 ans		65 ans et plus		Ensemble	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Tout à fait d'accord.	45,2	(130)	44,3	(208)	32,7	(141)	27,6	(114)	17,1	(69)	33,0	(661)
Indifférent	29,6	(85)	30,1	(141)	22,9	(99)	25,3	(104)	23,8	(95)	26,2	(525)
Pas du tout d'accord.	25,2	(72)	25,6	(120)	44,4	(192)	47,1	(194)	59,1	(238)	40,8	(815)
Ensemble	100,0	(287)	100,0	(469)	100,0	(431)	100,0	(411)	100,0	(402)	100,0	(2 000)

aussi par ceux âgés de moins de 30 ans, sans enfant. En outre, il semble, cette année, qu'accroître les équipements collectifs et les services apparait, plus souvent que les années précédentes, constituer le moyen d'augmenter l'efficacité de l'aide aux familles (49% en 1981 contre 38% en 1980), mais la population jeune avec enfants semble préférer une augmentation de l'aide en argent.

TABLEAU XV
Politique familiale

Vous savez que les familles qui ont des enfants touchent des prestations destinées à les aider et à compenser les charges que représentent ces enfants. Pensez-vous que cette aide est globalement... ?

	1981	
	%	Effectifs
Suffisante	31,2	(624)
Insuffisante	64,0	(1 280)
Ne sait pas	4,7	(94)
(Injustifiée)	(0,1)	(2))
Ensemble	100,0	(2 000)

III. ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE, TRANSPORTS

La satisfaction déclarée à l'égard du *cadre de vie quotidien*, qui entoure le logement, demeure en 1981 très élevée, à l'égal des années précédentes (plus de 80% des Français se déclarent satisfaits). On notera toutefois que la proportion des « peu satisfaits » (14,1%) remonte légèrement par rapport aux 2 années précédentes, mais sans atteindre le niveau enregistré en 1978 (15,8%) (cf. tableau XVI). L'insatisfaction demeure un phénomène présent dans les villes ou les banlieues, à Paris et dans les grosses agglomérations de plus de 100 000 habitants.

TABLEAU XVI
Environnement

Que pensez-vous de votre cadre de vie quotidien, c'est-à-dire ce qui entoure le logement où vous vivez; êtes-vous... ?

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Très satisfait	29,7	(593)	30,4	(608)	27,8	(555)	27,7	(554)
Satisfait	49,8	(994)	54,0	(1 078)	55,0	(1 099)	53,5	(1 069)
Peu satisfait	15,8	(314)	12,0	(240)	12,8	(257)	14,2	(284)
Pas satisfait du tout	4,7	(94)	3,6	(72)	4,4	(89)	4,6	(93)
Ensemble	100,0	(1 995)	100,0	(1 998)	100,0	(1 999)	100,0	(2 000)

Les bruits comme source de gêne ressentie au domicile demeurent cités dans des proportions très voisines en 1981 et 1980 (37,5 % et 38,3 %) (cf. tableau XVII). Le clivage selon le type de logement se trouve largement confirmé : les habitants des pavillons sont plus épargnés que ceux vivant dans des immeubles (différents des HLM) alors que ceux vivant en HLM sont particulièrement touchés par les bruits (cf. tableau XVIII).

TABLEAU XVII

Environnement

Êtes-vous gêné(e) à votre domicile par les bruits ?

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Oui	42,1	(842)	35,2	(703)	38,3	(762)	37,5	(750)
Non	57,9	(1 157)	64,8	(1 295)	61,7	(1 228)	62,5	(1 250)
Ensemble	100,0	(1 999)	100,0	(1 997)	100,0	(1 989)	100,0	(2 000)

TABLEAU XVIII

Environnement

Êtes-vous gêné(e) à votre domicile par des bruits... ? (Selon le type de logement occupé)

1981

	Pavillon Habitat indiv.		HLM/ILN		Autre immeuble		Autre		Ensemble	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
un peu	17,4	(183)	30,2	(90)	35,4	(213)	17,9	(9)	24,8	(495)
beaucoup	7,1	(75)	28,2	(84)	15,1	(91)	10,3	(5)	12,7	(255)
et du tout	75,5	(793)	41,6	(124)	49,5	(298)	71,8	(36)	62,5	(1 250)
Ensemble	100,0	(1 050)	100,0	(297)	100,0	(602)	100,0	(50)	100,0	(1 999)

L'enquête permet également de saisir les attitudes ou les opinions des Français à l'égard de problèmes plus généraux liés à l'environnement. La préservation de ce dernier est toujours jugée « très » ou « assez importante » par plus de 90 % de la population. En 1981, ceux qui l'estiment « très importante » sont particulièrement nombreux (68 % contre respectivement 63,6 % en 1978, 64,4 % en 1979 et 59,1 % en 1980) (cf. tableau XIX). La sensibilité à cet aspect apparaît particulièrement forte chez les enquêtés dont le niveau d'études est élevé (79 % de ceux qui ont un niveau équivalent ou supérieur au Baccalauréat).

En outre, de nouvelles questions figuraient cette année sur ce thème; par exemple, plus de la moitié des Français estiment que ce sont les communes qui assurent la protection de l'environnement avec le plus d'efficacité (53 %); les autres niveaux de l'administration sont peu mentionnés : départements (10,5 %), régions (10 %), état (9 %) (cf. tableau XX).

Dans le domaine des pollutions, « la chimie » et les « raffineries de pétrole » sont jugées le plus souvent comme les industries les plus polluantes (par plus du quart de

la population). Les centrales thermiques ou nucléaires viennent seulement ensuite (14 % des enquêtés les ont mentionnées en premier lieu) (cf. tableau XXI).

TABLEAU XIX

Environnement

Est-ce que la préservation de l'environnement constitue pour vous quelque chose de... ?

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Très important . . .	63,6	(1 264)	64,4	(1 285)	59,1	(1 181)	67,8	(1 356)
Assez important . . .	29,1	(578)	29,9	(597)	32,9	(658)	27,8	(555)
Peu important . . .	4,9	(97)	4,4	(88)	6,3	(125)	3,1	(63)
Pas important du tout	2,4	(47)	1,3	(26)	1,7	(35)	1,3	(26)
Ensemble	100,0	(1 986)	100,0	(1 996)	100,0	(1 999)	100,0	(2 000)

TABLEAU XX

Environnement

A quel niveau de l'Administration la protection de l'environnement vous paraît-elle assurée avec le plus d'efficacité ?

	1981	
	%	Effectifs
Communes	52,8	(1 055)
Départements	10,5	(210)
Régions	10,0	(200)
État	9,0	(180)
Ne sait pas	16,8	(337)
Plusieurs réponses	0,6	(12)
Aucun	0,3	(6)
Ensemble	100,0	(2 000)

Le questionnaire comportait cette année plusieurs questions relatives aux transports. L'image des transports en commun apparaît assez nuancée; plus des deux tiers des Français sont en accord avec le fait que les transports en commun sont chers : il s'agit notamment des enquêtés résidant à Paris, mais aussi dans des petites communes (5 000 à 10 000 habitants). On notera également que les trois quarts des utilisateurs des transports en commun, comme moyen de transport pour se rendre au travail, pensent la même chose. Plus élevée encore est la proportion des enquêtés estimant que « les usagers des transports en commun sont souvent ceux qui n'ont pas le choix » (78 % sont en accord avec cela, dont 49 % « tout à fait d'accord »). L'idée de « disponibilité » lors de ces transports (pouvoir lire, tricoter, rêver...) recueille globalement des avis plus nuancés : près de 30 % des individus se disent « assez d'accord », 26 % « peu d'accord » et un quart « pas du tout d'accord »; la « non-disponibilité » est particulièrement ressentie par les habitants des grosses agglomérations (44 % de ceux vivant dans des agglomérations de plus de 200 000 habitants) (cf. tableau XXIII).

TABLEAU XXI

Environnement

Selon vous, quelles sont les deux industries qui vous paraissent les plus polluantes dans les domaines de l'eau et de l'air... ?

	1981			
	Première industrie citée		Deuxième industrie citée	
	%	Effectifs	%	Effectifs
Les raffineries de pétrole	25,8	(516)	16,8	(324)
La sidérurgie	6,8	(137)	6,3	(121)
Les industries mécaniques (automobiles...)	2,6	(52)	4,2	(81)
Les cimenteries	8,4	(168)	10,7	(206)
La chimie	26,6	(533)	24,1	(465)
Les industries alimentaires (abattoirs, conserveries...)	4,5	(90)	7,4	(142)
Les industries du papier	5,8	(115)	6,6	(127)
Les teintureries	4,0	(80)	9,1	(175)
Les centrales thermiques ou nucléaires	13,8	(275)	14,8	(285)
Ne sait pas	1,7	(35)	—	—
Ensemble	100,0	(2000)	100,0	(1926)

Enfin, lors d'un déplacement d'un proche, les Français ne se montrent pas du tout inquiets lorsqu'il s'agit d'un déplacement en train, ou en avion; ils le sont davantage en ce qui concerne la voiture et plus encore dans le cas d'un déplacement en moto (38 % déclarent avoir « très peur » de l'accident) (cf. tableau XXII).

TABLEAU XXII

Transports

lorsque l'un de vos proches doit effectuer un déplacement, avez-vous peur de l'accident ?

1981

	Non, pas du tout		Oui, un peu		Oui, beaucoup		Ne sait pas Non concerné		Ensemble	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
train	87,7	(1 755)	9,6	(192)	2,2	(43)	0,5	(10)	100,0	(2 000)
moto	27,8	(555)	30,0	(601)	37,9	(758)	4,3	(86)	100,0	(2 000)
avion	64,6	(1 293)	23,7	(475)	9,0	(180)	2,6	(52)	100,0	(2 000)
voiture	33,2	(664)	40,2	(804)	26,3	(525)	0,3	(7)	100,0	(2 000)

IV. OPINIONS QUANT A L'ÉVOLUTION DU NIVEAU ET DES CONDITIONS DE VIE

A propos de l'évolution de leur propre niveau de vie, au cours des 10 dernières années, les Français semblent, en 1981, légèrement moins « pessimistes ». Ceux qui le jugent

TABLEAU XXIII

Transports

En fonction de votre situation ou de vos propres sentiments, êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes... ?

1981

	Tout à fait d'accord		Assez d'accord		Peu d'accord		Pas du tout d'accord		Ne sait pas		Ensemble	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Les transports en commun sont chers	35,9	(719)	31,3	(626)	19,5	(389)	6,9	(137)	6,4	(128)	100,0	(1999)
Dans les transports en commun, on est disponible (on peut lire, tricoter ou rêver...)	16,4	(328)	28,8	(576)	26,3	(525)	25,3	(507)	3,2	(64)	100,0	(2000)
Les usagers des transports en commun sont souvent ceux qui n'ont pas le choix	49,0	(979)	28,6	(573)	13,9	(277)	6,4	(128)	2,1	(43)	100,0	(2000)

en amélioration (cela va mieux) demeurent dans les mêmes proportions que l'an dernier (39%), mais la dégradation (cela va moins bien) est moins fortement ressentie cette année (31,6% contre 33,6% en 1980), au profit de la stabilité (26,7% contre 24,5% ont répondu « c'est pareil »). La même tendance se dessine quant au jugement porté sur l'évolution du *niveau de vie de l'ensemble des Français*, qui est toujours globalement un peu plus pessimiste que le jugement porté sur l'évolution du niveau de vie personnel.

En ce qui concerne le niveau de vie des familles nombreuses et celui des retraités, les Français les estiment en nette amélioration; l'indicateur synthétique (1) passe pour celles-ci de 7,3 en 1980 à 20,3 en 1981 et de 15,2 à 28,5 pour les retraités.

La dégradation fortement ressentie l'an dernier, pour toutes les catégories, persiste cette année à propos du niveau de vie des célibataires (et des ménages sans enfants), pour lequel les Français sont moins optimistes. L'indicateur continue à enregistrer une baisse, observée depuis 4 ans : 12,3 en 1978, 10,2 en 1979, 4,7 en 1980 et 1,7 en 1981 (cf. tableaux XXIV et XXV et graphique ci-après).

TABLEAU XXIV

Évolution du niveau de vie

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années...?

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Ça va mieux.	45,9	(916)	44,6	(890)	39,1	(781)	39,6	(792)
C'est pareil.	27,0	(540)	25,3	(505)	24,5	(490)	26,7	(534)
Ça va moins bien.	24,4	(486)	27,7	(554)	33,6	(671)	31,6	(633)
Ne sait pas.	2,7	(54)	2,4	(47)	2,8	(55)	2,1	(42)
Ensemble.	100,0	(1 996)	100,0	(1 996)	100,0	(1 997)	100,0	(1 999)

TABLEAU XXV

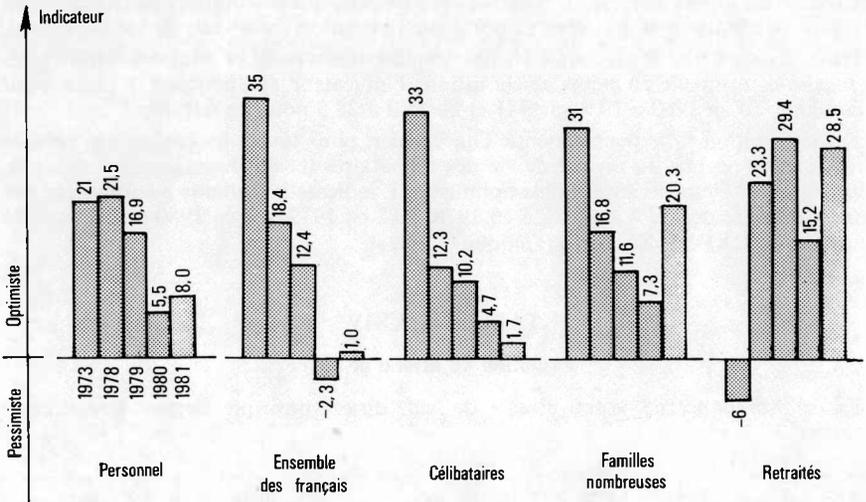
Évolution du niveau de vie

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années...?

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Ça va mieux.	46,7	(934)	44,5	(889)	37,3	(746)	38,6	(773)
C'est pareil.	17,3	(345)	16,4	(327)	16,5	(330)	17,5	(350)
Ça va moins bien.	28,3	(566)	32,1	(642)	39,6	(791)	37,7	(754)
Ne sait pas.	7,7	(154)	7,0	(140)	6,6	(131)	6,2	(124)
Ensemble.	100,0	(1 999)	100,0	(1 998)	100,0	(1 997)	100,0	(2 000)

(1) Indicateur proposé par le C.E.R.C. : pourcentage des réponses « ça va mieux » moins pourcentage des réponses « ça va moins bien ».

**Opinion de l'ensemble des Français
sur l'évolution des niveaux de vie en 1973 et de 1978 à 1981**



Pour leurs *conditions de vie* au cours des 5 années à venir, les Français expriment un « optimisme » plus marqué : de 21,1 % en 1980, le taux de ceux qui s'attendent à une amélioration passe à 30 % cette année, alors que la proportion des « pessimistes » passe de 38,2 % en 1980 à 28,8 % en 1981 (cf. Tableau XXVI). On note que l'amélioration est plus fortement envisagée parmi les employés, les ouvriers, mais aussi parmi les étudiants.

**TABLEAU XXVI
Évolution des conditions de vie**

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer au cours des cinq prochaines années... ?

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Vont s'améliorer. . .	25,9	(517)	22,4	(449)	21,1	(420)	30,7	(615)
Vont rester semblables.	32,1	(642)	35,2	(704)	31,0	(619)	29,5	(591)
Vont se détériorer.	29,9	(598)	33,7	(674)	38,2	(763)	28,8	(577)
Ne sait pas.	12,1	(242)	8,7	(173)	9,7	(194)	10,9	(218)
Ensemble.	100,0	(1 999)	100,0	(2 000)	100,0	(1 996)	100,0	(2 000)

Si certains espèrent des conditions de vie meilleures dans un avenir proche, il n'en demeure pas moins que près des deux tiers de la population déclarent s'imposer régulièrement des *restrictions* sur des postes de leur budget, ce qui représente un net accroissement par rapport aux années précédentes (52 % en 1978 et 1979, et 59 % en 1980).

Sont particulièrement concernés les enquêtés se situant entre 35 et 49 ans (74 % d'entre eux), et ceux dont les revenus sont faibles (75 % des individus dont le revenu annuel du foyer déclaré est inférieur à 65 000 F).

Les postes sur lesquels jouent ces restrictions demeurent en priorité les vacances et les loisirs, l'habillement, l'achat d'équipement ménager (ces postes sont cités dans des proportions encore plus fortes cette année, notamment pour les vacances et les loisirs (77,5 % contre 71,6 % en 1980) et l'achat d'équipement ménager (59 % contre 53 %).

On notera également que les restrictions sont en nette augmentation sur des postes tels que « soins de beauté » (41,1 % en 1980, 49,5 % en 1981) et « boisson-tabac » (21,6 % et 28,9 %); dans une moindre mesure, elles concernent également le logement (26,8 % et 28,8 %) ainsi que les « dépenses pour les enfants » (18,2 % et 20 % en 1981). Les restrictions concernant la voiture, qui avaient fortement progressé l'an dernier se stabilisent cette année au même niveau (autour de 51 %) (cf. tableaux XXVII et XXVIII).

En outre, l'étalement des vacances ne constitue pas encore un phénomène réel, puisque 41 % de la population envisagent, pour leurs prochaines vacances (été 1982), de partir en juillet ou en août, le premier motif invoqué étant l'absence de choix (impossibilité professionnelle, vie scolaire des enfants). Moins de 20 % seulement situent leur départ en mai, juin ou septembre : il s'agit plus souvent d'enquêtés qui n'exercent pas d'activité professionnelle. Parmi ceux qui déjà, « savent qu'ils ne partiront certainement pas » (35,7 % de l'échantillon), essentiellement des non actifs, 42 % invoquent des raisons financières, mais 30 % répondent « par choix délibéré » (cf. tableau XXIX).

D'autre part, les quatre enquêtes font ressortir une forte augmentation des *taux d'équipement* ⁽¹⁾ des Français en téléphone (78 % en 1981), et pour la télévision couleur (54 % en 1981), et dans une moindre mesure pour le lave-vaisselle (22 % en 1981 contre 17 % en 1978) (cf. tableau XXX).

En ce qui concerne les *dépenses de logement*, les enquêtés apparaissent en 1981, moins nombreux que les années précédentes, à penser que ces dépenses constituent une charge supportable ou faible (57 % contre 60 % précédemment) alors que l'appréciation de « lourde charge » est davantage citée (par 34,3 % des individus contre environ 30 % lors des trois premières phases) (cf. tableau XXXI).

TABLEAU XXVII

Gestion du budget, restrictions

Êtes-vous obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Oui.	52,4	(1 037)	52,4	(1 029)	59,3	(1 184)	65,7	(1 313)
Non.	47,6	(941)	47,6	(934)	40,7	(814)	34,3	(687)
Ensemble.	100,0	(1 978)	100,0	(1 963)	100,0	(1 998)	100,0	(2 000)

(1) Proportion d'individus « possédant ou disposant » et non proportion de logements équipés.

TABLEAU XXVIII

Restrictions

Ces restrictions concernent les postes suivants : (population ayant répondu se restreindre sur ces postes).

Restrictions sur...	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Vacances et loisirs.	72,9	(754)	72,3	(743)	71,6	(844)	77,5	(1 015)
Habillement.	67,3	(694)	64,6	(663)	66,4	(784)	65,0	(854)
Achat d'équipement ménager. . .	57,6	(596)	49,6	(509)	53,5	(633)	58,7	(771)
Voiture.	42,3	(437)	39,1	(401)	52,1	(616)	51,3	(671)
Soins de beauté. . .	45,2	(465)	38,5	(395)	41,1	(485)	49,5	(646)
Alimentation.	20,0	(206)	25,1	(257)	27,1	(320)	25,6	(335)
Logement.	26,9	(277)	21,2	(217)	26,8	(317)	28,8	(377)
Boisson et tabac. . .	24,2	(250)	20,6	(211)	21,6	(256)	28,9	(379)
Dépenses pour les enfants ⁽¹⁾	5,0	(51)	15,4	(157)	18,2	(215)	20,0	(260)
Soins médicaux. . .	6,4	(66)	7,6	(78)	8,4	(99)	8,9	(117)
(1) En 1978 l'item était libellé ainsi : « Éducation des enfants ».								

TABLEAU XXIX

Vacances

En ce qui concerne vos prochaines vacances de l'été 1982... ?

	1981	
	%	Effectifs
Vous envisagez de partir en juillet ou en août.	40,6	(811)
Vous envisagez de partir avant juillet (mai ou juin) ou après août (septembre).	18,7	(375)
Vous savez déjà que vous ne partirez certainement pas.	35,7	(714)
Ne sait pas.	5,0	(100)
Ensemble	100,0	(2 000)

TABLEAU XXX

Équipement

Disposez-vous ? :

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
D'un téléphone.	55,9	(1 115)	64,2	(1 283)	70,9	(1 417)	78,1	(1 560)
D'un téléviseur couleur.	33,2	(661)	36,9	(736)	46,1	(919)	53,6	(1 073)
D'une machine à laver la vaisselle.	16,8	(335)	17,7	(353)	19,9	(398)	21,8	(435)

TABLEAU XXXI

Logement

Les dépenses de logement sont :

	1978		1979		1980		1981	
	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Négligeables.	15,4	(301)	15,6	(309)	16,3	(323)	12,9	(258)
Pas un gros problème.	47,7	(928)	43,1	(858)	43,3	(857)	44,2	(884)
Une lourde charge.	27,8	(542)	31,2	(619)	29,6	(587)	34,3	(687)
Une très lourde charge.	5,4	(106)	5,7	(113)	6,3	(126)	4,8	(96)
Une charge insupportable. . .	1,1	(21)	1,3	(26)	1,7	(34)	1,3	(27)
Ne sait pas.	2,6	(51)	3,1	(61)	2,8	(56)	2,4	(47)
Ensemble.	100,0	(1 949)	100,0	(1 986)	100,0	(1 981)	100,0	(1 999)

BIBLIOGRAPHIE

FENELON (J. P.). — Qu'est-ce que l'analyse des données ? Ed. Lefonen, 26, rue des cordelières, 75013 Paris (Tél. : (1) 331.17.59), 1981, 311 p.

Cet ouvrage fort intéressant adopte le ton de la « vulgarisation provocante », que des puristes ombrageux interpréteront peut être comme une provocation vulgaire...

Ce ton parfois polémique, toujours chaleureux et vivant permet en fait très vite d'entrer en contact avec les principales idées, avec aussi le climat effervescent dans lequel baignent encore les méthodes présentées.

En analyse des données prévaut une certaine pratique artisanale et multi-disciplinaire : Pas de voie royale, pas de méthode optimale — les sophistications théoriques ne pèsent souvent pas lourd à côté de la qualité du dialogue avec l'utilisateur, de la compétence informatique, de l'expérience. En ce sens, le livre de J.-P. FENELON peut faire enrager ceux qui, à propos de l'analyse des données, font des travaux théoriques... Il est vrai que l'ouvrage est partiel et partial; mais il fait passer de grandes idées, avec humour et pédagogie, ce qui est somme toute assez rare.

Ludovic LEBART

PEQUIGNOT (H.). — Vieillir et être vieux, Librairie Philosophique J. Vrin, 6, place de la Sorbonne. 75005 Paris. octobre 1981, 117 p.

Il y a plus de 20 ans, le Professeur Henri PEQUIGNOT écrivait avec le Docteur Georges RÖSCH, à la mémoire de qui il dédie ce nouvel ouvrage, un petit livre intitulé : « notre vieillesse ». Actualiser ce premier livre, du fait des progrès médicaux et de l'évolution démographique et sociale, a paru nécessaire à l'auteur mais sans pour autant en modifier l'esprit, son regard sur l'avance vers la vieillesse des humains.

Le lecture du livre laisse percevoir qu'il n'existe pas pour l'auteur de définition scientifique de la vieillesse; en effet, riche de sa très longue expérience auprès des personnes âgées, il nous expose dans un premier temps les différentes pathologies dont celles-ci peuvent souffrir, pathologies qui conduiraient au vieillissement essentiellement par des perturbations des fonctions de relation.

Devant cette description que faire ? C'est à cette réflexion que nous invite en dernier lieu l'auteur, qu'il invite les médecins, les services sociaux, la société, et enfin l'individu jeune.

Thérèse LECOMTE

MIZRAHI (Andrée) et MIZRAHI (Arié). — La consommation médicale, micro-économie, P.U.F., L'économiste, Paris, 1982, 267 p.

La nécessité des études d'économie médicale n'était pas encore apparue quand commencèrent au C.R.E.D.O.C. les premiers travaux sur ce thème. A l'époque, les dépenses de soins médicaux représentaient moins de 7 % du budget des ménages français, le souci principal des pouvoirs publics était d'étendre l'accès aux soins aux groupes de population sous-médicalisés et de moderniser l'appareil de production pour tenir compte des progrès technologiques. 27 ans plus tard, c'est près de 12 % de leur budget que les ménages consacrent à se soigner, et le souci principal des pouvoirs publics se porte sur la maîtrise des dépenses de santé. Cette évolution a été suivi au jour le jour par la Division d'Economie Médicale du C.R.E.D.O.C. au sein de laquelle A. et A. Mizrahi dirigent l'équipe de micro-économie.

Comme l'écrivait G. RÖSCH : « Les études micro-économiques permettent des analyses très riches. L'unité statistique est réellement la personne centre de décision, malade, médecin, responsable hospitalier, etc. Les variables peuvent être observées à ce niveau de base et les relations entre elles correctement étudiées... ».

Cette étude des faits est basée sur l'observation et l'enquête en est l'outil privilégié. Les lecteurs de Consommation sont familiarisés avec les méthodes et les résultats des enquêtes sur la consommation de soins médicaux menées soit par le C.R.E.D.O.C., soit par l'I.N.S.E.E. avec la collaboration du C.R.E.D.O.C. Ils seront heureux de retrouver un grand nombre de statistiques et de graphiques rassemblés en un volume facilement maniable. Le texte clair permet à des non-spécialistes de comprendre des problèmes qui intéressent chaque individu. Ce livre sera certes précieux aux médecins dont la formation n'a pas, en général, comporté une incitation à la réflexion sur les facteurs démographiques, sociaux et économiques conditionnant la demande de soins, puisque pour eux, c'est essentiellement la maladie qui en est le moteur.

Si la plus grande partie de l'ouvrage est consacrée aux variables « personnelles » de consommation médicale, les effets de la structure de l'offre sur l'appel aux soins jouent un rôle non négligeable. Il n'est pas, en effet, indifférent que le malade ait à sa portée toute la gamme de services de santé, y compris les services les plus hautement spécialisés des C.H.U., ou qu'il lui faille parcourir une distance plus ou moins grande pour y avoir recours. On ne peut nier le rôle joué par ce facteur sur les inégalités d'accès aux soins.

Enfin, la dernière partie de cet ouvrage consacrée au financement (formation des prix, tarification et modalités de paiement) est essentielle pour que le débat actuel sur la maîtrise des dépenses ne devienne pas une polémique stérile parce qu'elle ne serait pas basée sur l'observation des faits. Certes, les éléments que nous donnent A. et A. MIZRAHI ne forment qu'une partie du dossier. Ils ont le mérite de préciser les termes, ce qui est une condition nécessaire à la compréhension des points de vue parfois conflictuels.

Pour terminer, les auteurs soulignent les limites de leur exposé et, comme toute conclusion bien faite, ouvrent la voie à des recherches à poursuivre ou à entreprendre.

Jacqueline NIAUDET

MIZRAHI (Andrée), MIZRAHI (Arié) et SANDIER (Simone). – **Socio-économie de la santé,** présentation graphique, Pergamon, Paris, 1982, 190 p.

L'actualité des problèmes d'économie de la santé est la même dans tous les pays industrialisés occidentaux; la croissance des dépenses, assez comparable d'un pays à l'autre malgré des systèmes de financement très différents, des organisations des systèmes productifs dissemblables, pose le même type de problèmes aux pouvoirs publics et donc aux planificateurs. Il était tentant, dès lors, au sein des organisations internationales, de discuter des coûts et avantages de tel système plutôt que de tel autre; très rapidement, de telles confrontations se heurtent à la difficulté des définitions, des concepts, et donc des comparabilités des données. C'est pour tenter de faciliter la communication entre chercheurs de diverses disciplines, praticiens et décideurs de la politique sanitaire, que ce livre a été conçu en français et traduit en anglais. Les 81 représentations graphiques, d'une réalisation remarquable en couleur, sont commentées brièvement. Les tableaux statistiques qui leur correspondent sont donnés dans une seconde partie.

Les thèmes choisis concernent la morbidité, la mortalité, l'évolution des dépenses de santé et leur financement, les disparités démographiques, sociales, géographiques du recours aux soins et le fonctionnement des entreprises de production.

Cet ouvrage honore ses auteurs, mais aussi leur éditeur : ils prouvent que l'élégance et la lisibilité sont compatibles avec l'exactitude et la complexité.

Jacqueline NIAUDET

CONSOMMATION-REVUE DE SOCIO-ÉCONOMIE

AU SOMMAIRE DES DERNIERS NUMÉROS

1979

- 3-4. — Les indicateurs sociaux. — Analyse économique de la bureaucratie et gestion des équipements collectifs. — L'analyse qualitative des revenus des familles les plus pauvres. — Transmission, accumulation et immobilité intergénérationnelles des patrimoines. — Famille, fécondité et choix économiques. Une critique des modèles micro-économiques de fécondité. — La réduction de la durée hebdomadaire du travail. Problèmes, moyens, conséquences. — Analyse économique de la grève : problèmes méthodologiques. — Perte d'autonomie et handicaps : application au cas des personnes âgées résidant en institution. — Un outil pour une politique de santé : évaluation des conséquences économiques et sociales de divers états pathologiques. — Le ralentissement de la croissance des dépenses publiques d'éducation dans le monde. — Comportement des bacheliers : modèle de choix de disciplines.

1980

1. — Le système d'enquêtes sur les aspirations des Français. — La spécialisation des rôles conjugaux. Les gains du mariage et la perspective du divorce. — Les enseignants des universités. — Anticipation de l'impôt et redistribution. — Consommation médicale et travail féminin.
2. — Les consommations médicales dans la région lyonnaise en 1975. — La juridicisation des conseils de prud'hommes, une évolution irréversible. — Transferts sociaux et protection sociale en Amérique du Nord. — Le fractionnement et l'étalement des vacances. Contraintes et aspirations des actifs parisiens.
3. — Peut-on mesurer le risque de devenir chômeur ? — La segmentation du marché du travail comme conséquence d'un phénomène de substitution travail-travail dans une économie dualiste. — Une génération de retraités parisiens du secteur privé. Constitution et structure des groupes socio-professionnels du salariat. — Transfers de revenus et finances locales. L'exemple d'une commune de 30 000 habitants. — L'analyse longitudinale du taux d'activité par âge par doubles polynômes orthonormés.
4. — La Consommation élargie 1959-1965-1970-1974. — La mobilisation de l'épargne dans les pays en développement. — Quelques problèmes posés par les mesures de performance dans les universités.

1981

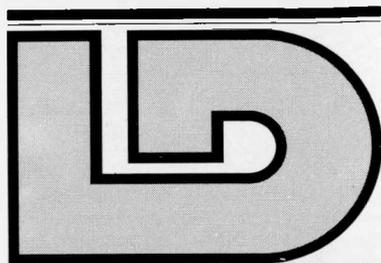
1. — Les soins médicaux en France et aux U.S.A. — Génération et gain : une simulation de bilans financiers individuels par classe sociale. — Automation : Technologie, travail, relations sociales. — La stabilité du lien emploi-croissance et la loi d'Okun : une application à l'économie française.
2. — Transformation de la morphologie sociale des communes et variation des consommations. — L'arbitrage autarcie-marché : une explication du travail féminin. — Participation, emploi et travail domestique des femmes mariées. — Conditions de vie et aspirations des Français 1978-1981.
3. — Liberté ou planification en matière de recherche médicale. — Popularité des gouvernants et politique économique. — L'effet redistributif du régime de retraite de la Sécurité sociale des États-Unis. — La théorie économique de la famille : une critique méthodologique. — L'économie non officielle. — Politique conjoncturelle et fluctuations de la construction de logements aux États-Unis.
4. — La production d'enseignement supérieur dans les établissements français. Demande médicale induite par l'offre : chimère ou réalité ? — Les styles de vie. Pour une réinterprétation de la notion de tendance. — Mode de vie et style de vie. Quatre observations sur le fonctionnement des termes. — Styles de vie et courants socio-culturels : pour quoi faire ?

1982

1. — La rationalité économique des artisans. — L'analyse statistique des réponses libres dans les enquêtes socio-économiques. — Conjoncture économique et cycle des grèves.
2. — L'évolution du rapport patrimoine/revenu au cours du cycle de vie : une comparaison France-Canada. — Les déterminants de la mobilité matrimoniale. — Allocation rationnelle du temps des ménages en Colombie. — La planification, les coûts et les avantages des actions médicales.

AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO

Engagement de l'abstention. La gestion sociale des silences. Les jeux de la précision et du silence. Polypolisation des tableaux de la consommation par CSP. Le malaise de la macro-économie et l'économie cible. La consommation élargie en Autriche.



LIBRAIRIE DUNOD

30, rue Saint-Sulpice 75278 Paris Cedex 06
Tél. 329.94.30

VOUS Y TROUVEREZ

- Tous les ouvrages spécialisés de langue française, de tous les éditeurs

*Professionnels - Universitaires -
Techniques - Scientifiques*

répartis dans les principaux rayons :

Agriculture	Electronique
Architecture	Géologie
Automatique	Gestion
Automobile	Informatique
Bâtiment	Mathématiques
Biologie	Métallurgie
Cartes géologiques	Organisation
Chimie	Physique
Dictionnaires spécialisés	Radio-Télévision
Ecologie	Sciences humaines
Economie	Techniques mécaniques
Electricité	Travaux publics

- Un important rayon d'ouvrages anglo-saxons
- Des spécialistes qui vous renseigneront sur place par téléphone ou par correspondance.
- Un département chargé des relations avec la clientèle

*Particuliers - Entreprises - Bibliothèques
Centre de documentation
Organisme de formation
Universités - Ecoles et lycées...*

YOU CAN FIND

- A complete range of specialized books in French from different publishers

*Professional - University -
Technical - Scientific*

arranged by subject

Agriculture	Information processi-
Architecture	Management
Automatics	Mathematics
Biology	Mechanical techniqu
Chemistry	Metallurgy
Ecology	Physics
Economy	Public works
Electricity	Radio television
Electronics	Social sciences
Geology	

- A large English language department
- Specialists inform you on the spot by telephone or by mail
- A department responsible for dealing with customers

*Individual customers -
Firms - Libraries -
Documentary centres -
Organizations for further education - Universities - So*

IMPRIMERIE GAUTHIER-VILLARS, 70, rue de Saint-Mandé, 93100 Montreuil
Dépôt légal 1982 : Imprimeur : 2483 — Éditeur : 020 — CPPP 56687
5043-82 août 1982 Imprimé en France

Le Directeur de la publication : JEAN-MANUEL BOURGOIS

CREDOC

Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie

Le C.R.E.D.O.C., Association sans but lucratif régie par la loi de 1901, est un organisme scientifique placé sous la tutelle administrative du Commissariat Général du Plan. Fondé en 1953 pour effectuer des études statistiques des structures et tendances de la demande, le C.R.E.D.O.C. a élargi son activité. Ses travaux portent sur les conditions de vie de la population et les politiques les concernant. Quels que soient les domaines abordés, il s'agit toujours de recherches et d'études socio-économiques dans lesquelles les comportements des ménages sont les préoccupations centrales du C.R.E.D.O.C.

Il en est ainsi notamment des travaux d'économie médicale, de ceux relatifs à la redistribution des revenus et au fonctionnement des services publics, comme l'enseignement, de ceux qui ont trait à la consommation et aux conditions de vie des ménages, ainsi que de ceux qui portent sur des groupes particuliers de la population.

Le C.R.E.D.O.C. effectue des travaux pour le compte des administrations publiques, pour celui d'organismes internationaux ou de droit privé; ces travaux sont publiés sous la responsabilité du C.R.E.D.O.C.

C.R.E.D.O.C., a non profit organization, is a research center supervised by the French Planning Authority. Founded in 1953 to study the patterns and trends of households' demand, C.R.E.D.O.C. has broadened its activities. The research now deals with the living conditions of the population and policies that concern them; whatever the field, investigations are centered on the behaviour of families.

Such is the case of the work on health care economics, on income redistribution and the functioning of public services such as education, on household consumption and living conditions and on particular groups of the population.

The work is commissioned by public bodies, international organizations or private institutions, and published under the responsibility of C.R.E.D.O.C.

Président :

Hubert PREVOT
Commissaire au Plan

Vice-Présidents :

Philippe HUET
Inspecteur Général des Finances, Expert du Conseil de l'O.C.D.E.

Edmond MALINVAUD
Directeur Général de l'I.N.S.E.E.

Directeur :

André BABEAU
Professeur à l'Université de Paris-X

Sommaire

GUY CAIRE	LES RELATIONS PROFESSIONNELLES Confluences.	3
MICHAEL J. PIORE	Convergence dans les systèmes nationaux de relations professionnelles.	13
BENJAMIN CORIAT	Relations industrielles, rapport salarial et régulation : l'inflexion néo-libérale.	31
GUY WORMS	La prise en compte des ressources dans l'attribution des aides monétaires aux familles.	49

NOTES ET CHRONIQUES

Conditions de vie et aspirations des Français. Premiers résultats de la quatrième phase. 101

BIBLIOGRAPHIE

1982 n° 3 JUILLET-SEPTEMBRE

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE
ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE